

La Revue Canadienne.

MONTRÉAL, 3 MAI, 1845.

Les grands malheurs qui viennent de frapper la famille à laquelle appartient le Rédacteur en chef de ce Journal, et son absence de cette Ville, l'ont empêché d'écrire les événements de la Semaine, comme à l'ordinaire.

Nous donnons plus bas les détails de l'incendie à Belœil, tel que nous les trouvons dans la *Minerve* d'hier.

En attendant, nous croyons ne pouvoir mieux faire, dans les circonstances actuelles, que de reproduire le spirituel article du *Fantastique* du 26 Avril dernier, intitulé :

Philosophie de l'Histoire.

LA GUERRE ! LA GUERRE !

Il faut avouer que les journalistes, les novel-listes et les politiques sont de biens méchants garçons. Au milieu de la plus profonde tranquillité, de la paix la plus innocente, la plus bénigne ils viennent tout à coup, à propos de la moindre Pomaré, du plus petit Texas, du plus insignifiant Orégon faire retentir à nos oreilles les cris de guerre, de mort, de pillage ! Comme si on se battait aujourd'hui ! Les pauvres gens qui ne peuvent se mettre à la hauteur c'est-à-dire à la bassesse de leur siècle. On ne se bat plus désormais ; on traite, on échange des notes diplomatiques, des protocoles et autres colles, on puie, on fait écrire des articles de journaux, on donne des explications à des chambres auxquelles on a graissé l'oreille pour s'en faire écouter complaisamment et la patrie pour s'en faire bien applaudir et tout est dit. C'est la diplomatie qui dirige et règle tout ; l'horizon politique est nuageux de diplomates ; partout on les voit apparaître et enlancer, dans leurs artificieux filets, toutes les difficultés internationales qu'ils savent adroitement faire oublier par de nouveaux orages qu'il leur faut conjurer sans cesse. Après tout, cela vaut peut-être mieux que la guerre, surtout pour les diplomates qui ont pris dans les états la place des généraux, des maréchaux de camp, qui ont fait remplacer les sabres et les baïonnettes par les canifs et les plumes d'acier, les destriers fougueux et la cavalerie par les étiennes chevaux de poste et les postillons, les fantassins par les commis expéditionnaires, les rations de viande, de légumes et de piquette, par les dindes aux truffes, les pâtés de foie gras et les vins de Champagne, Médoc, Chambertin, Constance, Lachrima Christi, etc., etc. ; enfin l'école de Vauban a fait place à celle de Talleyrand, de même que la poubelle du camp cède le pas aux délicieux mets des successeurs de Carême, homme dont le nom était singulièrement trompeur. Quand, aujourd'hui, nous recevons au fond de notre poudreuse imprimerie les journaux de toutes les parties du monde et que nous y voyons les spéculations à perte de vue que fait tel ou tel grave écrivain sur les probabilités ou possibilités d'une guerre entre telle ou telle grande puissance, nous entrons dans de tels accès de fou-rire que tous nos employés en tremblent pour nos jours. Si c'est la guerre entre un pays fort et un petit faible, oh ! alors c'est autre chose ! rien de plus naturel, rien n'est mieux dans l'ordre des choses contemporaines, mais une guerre réelle et pour de bon entre la France et l'Angleterre ou entre l'une des deux et la Russie ; rêves d'un autre âge, bilévescées à l'usage des badauds et des marchands épieurs qui aiment à débiter à leurs chalandes des nouvelles extraordinaires pour distraire leur attention du poids ou de la mesure des effets qu'ils leur débitent. Par exemple, si l'on nous disait que toutes les nations européennes sont coalisées contre la France, nous y croirions comme à chose toute simple et lorsqu'on nous apprend que les Anglais ont anéanti quelque petit prince indien, que ses flottes aidées de celles de la Russie et de l'Autriche ont bombardé Alexandrie en Egypte ; que la France donne sur les doigts de l'empereur du Maroc ou sur ceux des Tahitiens ; que la Russie dirige

toutes ses forces sur le Caucase pour y mettre à la raison quelques montagnards, oh ! alors, nous croyons à cela aussi facilement que si l'on nous assurait qu'on a vu tomber de la neige à la Baie d'Hudson au mois de Janvier.

Les yeux des amateurs de nouvelles belliqueuses sont braqués de ce tens-ci sur le golfe du Mexique, le Texas et les solitudes de l'Orégon ; chaque mille des Etats-Unis vient ajouter à leur anxiété. Un jour les gazettes annoncent que le Mexique a commencé les hostilités avant de déclarer la guerre ; le lendemain les mêmes gazettes écrivent qu'elles se sont trompées et que le Mexique a bien assez de ses guerres intestines sans entreprendre de se tirer aux cheveux avec les Américains qui les portent fort court, politiquement et toilettement parlant. Un autre jour on apprend que les Etats-Unis et le Mexique finiraient bien par s'entendre, mais que l'Angleterre et la France ne sont pas d'humeur à approuver l'annexion du Texas si elles peuvent l'empêcher. Il est probable que les diplomates vont encore faire des leurs sur cette question et qu'ils essaieront de démontrer que ce qui paraît blanc comme neige au premier coup d'œil est noir comme une livre d'encre à imprimer ou les yeux de mademoiselle.

Chefs lecteurs, exprimons un instant, sous le point de vue le plus sérieux qu'il nous sera possible de trouver, l'état de cette question et renonçons pour un moment à traiter les choses avec la légèreté qu'on nous accuse de professer ; surtout essayons toujours d'éviter soigneusement et en toute occasion ce langage insultant, commun, immodéré, immodeste et grossier qui ne convient qu'aux grands journaux religieux et graves de cette ville. Reprenons les choses de plus haut et faisons un cours philosophique d'histoire américaine en une page. Il faut pour cela m'écouter un instant avec un peu d'attention, car je tiens à vous montrer en quelques mots pourquoi je ris avec une gorge aussi déployée lorsque j'entends les ambassadeurs, les diplomates parler au nom de leurs maîtres, de justice, de droits des gens et autres belles maximes qu'on invoque pour soi et qu'on refuse aux autres.

Un homme du nom de Colomb qui était plus fin que ses contemporains, chose peu difficile, peut-être, s'imagina qu'en allant droit devant lui il finirait par rencontrer quelque chose. Après bien des arguments et des suppositions sur la forme de la terre, auxquelles le roi d'Espagne aimait mieux croire que de les aller vérifier, il parvint à obtenir un navire. Bref, il découvre l'Amérique et en prend possession au nom de son maître, ni plus ni moins. Pour le récompenser, l'Espagne le met aux fers tout en prenant possession de l'Amérique à laquelle on ne donne pas le nom de celui qui la vit le premier, cela en vertu de cette loi qu'on appelle justice. Bref encore ; les espagnols, les portugais, les anglais, les français, les hollandais découvrent, occupent et établissent qui le Mexique et le Pérou, qui le Brésil, qui l'Amérique anglaise, qui la Nouvelle France, qui cette partie qu'on appelle aujourd'hui New-York. Tout va d'abord à merveille, quand l'Angleterre qui a le moins découvert convoite le plus ; elle va chasser les Hollandais qui habitaient les bords de l'Hudson, puis dès que le Canada est assez peuplé pour valoir la peine d'être volé elle s'en empare et le traite en pays conquis selon ses idées particulières de la justice et du droit des gens ; ses enfants qui s'étaient établis en foule sur les os des vieux hollandais et des sauvages se révoltent contre la mère dont ils ont sucé le lait et avec le lait les idées ; ils forment une puissance à part qui invoque le droit des gens. Un peu plus tard les Espagnols du Mexique imitent cet exemple et se révoltent contre l'Espagne, ils ne sont plus Espagnols et en vertu du droit des gens s'appellent Mexicains comme les Anglais ont changé leur nom pour celui d'Américains. Ces Mexicains en véritables enfants de l'Espagne se massacrent entr'eux d'année en année, se persécutent, le tout pour trouver la forme parfaite du gouvernement fondé sur le droit des gens. Les Américains leurs voisins, en véritables enfants de l'Angleterre, convoient le sol fertile qui borde leur propre terre. Ils vont s'établir dans une des provinces Mexicaines et en vertu du droit des gens trouvent le moyen de déclarer leur indépendance après avoir occis autant que possible ceux de leurs anciens frères les

Espagnols qui ne voulaient point de cette séparation. L'Angleterre, la France et les autres grandes puissances d'Europe qui se mêlent de ce qui ne les regarde pas reconnaissent le nouvel état du Texas qui se serait passé de cette reconnaissance. Jusqu'ici tout s'est fait, comme l'on voit, d'après les principes les plus purs du droit des gens et de la liberté des nations.

Aujourd'hui le Texas trouve qu'il a de la peine à se maintenir, car, par le tens qui court, les petits états n'ont pour se protéger que les maximes du droit des gens à l'occasion desquels les gros pays se font juges et parties, ce qui n'assure pas ordinairement la justice la plus impartiale. Le Texas donc veut se réunir à ses frères les Américains, les Américains veulent recevoir au sein de leur république leurs frères les Texiens... rien de plus simple et de plus juste, allez-vous dire ! — Holà ! vous ne songez donc pas au droit des gens, à ce diable de droit des gens ! Eh bien l'Angleterre et la France qui ont trouvé très-bien que les Mexicains se séparent de l'Espagne, que les Texiens se séparent du Mexique ne veulent point que le Texas s'unisse aux Etats de l'Union ! Concevez-vous cela ? Non ! Eh bien, moi, j'explique cela par le sempiternel droit des gens, tel qu'entendu par les gros gouvernements et avec lequel on peut expliquer tout. C'est ainsi qu'aujourd'hui par exemple si les canadiens-français prétendaient être assez grands, assez riches, assez sages pour se gouverner eux-mêmes, leurs adversaires d'ici crieraient à la rébellion, au crime, à la trahison ; la mère-patrie crierait au droit des gens et pendrait, exilerait, emprisonnerait les rebelles. Que dans cinquante ans d'ici, ou peut-être moins, je ne sais quand ; enfin lorsque le Haut-Canada, la Nouvelle-Ecosse et le Nouveau-Brunswick seront assez peuplés des enfants de la Grande-Bretagne pour se séparer de la mère-patrie ; ils ne manqueront point de le faire, de force ou de gré. Celle-ci criera encore au droit des gens, mais la force et le nombre auront reviré le droit des gens à l'envers, la justice qui est aujourd'hui de l'autre côté de l'Atlantique passera subitement sur nos bords, plus vite que si elle s'était embarquée sur un Steamer Cunard et le tens consacrerait l'ordre des choses nouvelles. D'où il en faut conclure que le grand art de gouverner et d'avoir raison consiste à demeurer toujours le plus fort. Ce n'est rien de nouveau que j'ai voulu vous apprendre, mais seulement vous rappeler à la mémoire des réflexions que vous avez sans doute déjà faites il y a longtemps.

Le Texas.

Nous avons brièvement exposé dans notre dernier numéro la question du territoire de l'Orégon, qui divise les Etats-Unis et l'Angleterre. Aujourd'hui également nous ferons rapidement connaître la question de l'annexion du Texas, qui ne menace pas moins les relations pacifiques des deux puissances.

Le Texas est un vaste territoire qui s'étend de la Sabine, à l'est, jusqu'au Rio-de-las-Nueces, à l'ouest, et de la rivière Rouge, un des affluents du Mississippi, au nord, jusqu'au golfe du Mexique. La Sabine le sépare de la Louisiane ; la rivière Rouge de l'Arkansas ; les montagnes de Saint-Saba des indiens indépendants ; le Texas touche, vers l'ouest et le sud, aux établissements mexicains de Coahuila et du Nouveau-Santander. Evaluée fort diversement et, selon le besoin de la cause de chacun, augmentée ou diminuée avec exagération, l'étendue de ce territoire, suivant l'appréciation la plus vraisemblable, est de cent cinquante lieues du nord-est au sud-ouest et de quatre-vingt lieues de large, c'est-à-dire d'un tiers environ de la superficie de la France. Le terrain y est fertile. Celui des côtes, qui, sur un développement de cent cinquante lieues, offrent au commerce plusieurs ports naturels comme Galveston et San-Luis, est très-propre à la culture du riz, de la canne et du coton, par la température brûlante qui y règne. Dans la partie centrale, la terre, vierge encore, porte la végétation la